

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligne Communiste)

Les ouvriers de Brest et de Toulon montrent la voie de la lutte révolutionnaire

## La grève générale est à l'ordre du jour

L'enquête de notre camarade ROUS à Toulon

Les réformistes et les libéraux parlent volontiers dans leurs discours des conquêtes populaires réalisées les armes à la main.

Mais ces gens-là vivent du passé et dans le passé. Ils ne voient pas que dans le présent la bourgeoisie est obligée pour conserver sa domination dans la décomposition de son régime, de reprendre ces conquêtes et en particulier les quelques maigres morceaux de pain qu'elles comportent, par des moyens violents, et que la question se pose actuellement pour le prolétariat de les défendre les armes à la main et de vaincre ou de disparaître pour quelque temps dans l'esclavage fasciste.

Les événements de Toulon, constituent une épisode grandiose et aigu de la lutte de classe, entre l'exploitateur qui défend son morceau de pain et l'exploité qui veut écraser la moindre velléité de résistance. De tels conflits indiquent bien que nous sommes entrés dans le plan de la guerre civile.

Des militants se doivent de les analyser sérieusement et d'en apprécier toute l'importance pour se guider et mieux guider le prolétariat dans les batailles futures.

C'est pourquoi, nous sommes allés sur place. C'est pourquoi sur la base des informations et des renseignements recueillis, nous voulons faire tout d'abord un exposé objectif des faits et des événements, puis examiner à la lumière des commentaires de l'ennemi (de la presse bourgeoise), de la presse ouvrière, des belligérants eux-mêmes, les leçons révolutionnaires qui en découlent pour toute la situation actuelle.

### Les événements à Toulon

Un bref récit de l'émeute a été fait par un combattant, notre camarade Bartoli, du P. S. (section de Toulon), conseiller d'arrondissement de Toulon, qui a assisté de bout en bout, aux événements, soit qu'il est pris part au combat aux côtés des ouvriers de l'arsenal, soit qu'il est été par ces fonctions le porte voix de la colère des ouvriers auprès des autorités officielles.

Le soir du 5 août, au moment de la paye, les 7.500 ouvriers de l'arsenal subissent le couperet des nouveaux décrets-lois. Depuis que l'ère des compressions a commencé, la plupart d'entre eux ont vu leurs salaires amputés de plus du quart, tandis que le coût de la vie restait stationnaire. Spontanément les ouvriers décident de réagir et une manifestation s'organise sur la voie publique. Rentrant de leur travail les ouvriers du bâtiment et des industries privées rejoignent les rangs de leurs camarades de l'arsenal. Plus de 8.000 ouvriers sont dans la rue. Le cortège s'ébranle sur les boulevards et passe devant les cafés de luxe où la haute bourgeoisie toulonnaise prend l'apéritif. En passant devant deux de ces cafés (le Cop hardi, le Banc de la Rade) dont les propriétaires sont des fascistes militants, les ouvriers sont nargués par des consommateurs hostiles. L'un d'eux cri « Vive le Roi ». L'autre fait le salut fasciste. Une bagarre s'engage sur les terrasses qui furent mises à sac.

Le soir même, la bourgeoisie hurle à l'émeute et provoque à la répression. Le journal qui a plus ou moins un pied dans le « Front Populaire », « Le Petit Var » qui s'intitule « républicain socialiste », se fit le porte parole de la bourgeoisie pour demander au sous-préfet de faire venir « la garde mobile ». Cet ordre est immédiatement exécuté et Toulon est aussitôt submergé par les forces policières qui affluent de toute part. Les gardes mobiles caracolent dans les rues toutes les journées du 6, du 7, du 8.

Il paraît, selon l'Humanité, qu'il s'agit là de fils de paysan — tout comme les cosaques — que les ouvriers doivent saluer humblement. Ce n'est pas l'avis des ouvriers de Toulon, pour qui, selon l'expression de Bartoli, le garde mobile représente « le spectre noir ».

Bref, la ville était exactement en état de siège.

### Le 3 Août

Au cours de l'après-midi du jeudi 8, les ouvriers avaient décidé de s'associer au deuil de leurs camarades de Brest qui célébraient les obsèques de Baraer, tombé sous les balles du gouvernement Laval-Herriot.

Les ouvriers de l'arsenal débrayent et s'apprêtent à la suspension de 5 minutes lorsqu'ils reçoivent de leurs camarades de la Pyrotechnie, situé à 3 kilomètres de l'arsenal, la nouvelle que ceux-ci descendent en cortège vers la ville. Alors les ouvriers de l'arsenal déci-

dent de sortir pour rejoindre leurs 1.500 camarades de la Pyrotechnie. A peine sortis les ouvriers sont violemment sabrés et dispersés. Néanmoins ils réussissent par petits paquets à s'échapper et à se rassembler aux abords de la place du Théâtre, non loin de l'Hôtel de Ville, où se trouvaient massées les troupes du « service d'ordre ». Des charges se multiplient de plus en plus violentes. On brutalise des femmes et des enfants. La garde mobile charge à coup de crosse.

Le camarade Bartoli est arrêté, puis dégage. Les manifestants arrêtés sont l'objet de violences inouïes. C'est alors qu'une délégation composée, notamment, du camarade Bartoli, conseiller d'arrondissement, et du camarade Canega, conseiller d'arrondissement socialiste qui fut lui aussi un combattant courageux et plein de sang froid, se rend chez le préfet pour le mettre en présence de ses responsabilités. Il lui est nettement spécifié que s'il ne fait pas partir le service d'ordre de police il portera la responsabilité du sang versé.

Au dehors la bataille continue. A 6 h. 1/4, on annonce de nombreux blessés et un mort. Les combats sont transportés dans les petites rues adjacentes rue Jean-Jaurès, puis rue du Canon. A 7 h., des inspecteurs de la sûreté sortent leurs revolvers et tirent. Les manifestants tendent toujours à refuser rue du Canon. Le commissaire Luccini vide des chargeurs entiers sur les manifestants. Les agents de Toulon et notamment les numéros 109, 113, 144, se font remarquer par leur cruauté. Ils sont excités par les chefs de Moucault, Letenaud, Rablo.

### Dans la nuit

A 8 h. 5 la garde mobile charge avec le mousqueton. Jusqu'alors les ouvriers avaient répondu avec des pavés, en désarmant les agents ou en désarçonnant les gardes.

Mais devant les balles qui crépitaient sur les avantures, qui balayaient les rues et les couloirs ils vont se décider à opposer leurs armes à celles de la police. Et on voit des ouvriers remonter chez eux puis descendre en cote bleue le revolver au poing. De 9 h. à mi-nuit, les rues de l'Unité, les passages de la place Camille Ledean, et principalement la rue du Canon furent le lieu de combats héroïques, dans la nuit la plus noire. Aux dires des témoins et du « Petit Var » sept à huit mille coups de feu ont été tirés là.

Les manifestants combattaient par groupe de vingt à trente, et harcelaient les troupes policières. Un groupe de jeunes a réussi par ce procédé de la guérilla à entraîner jus-

qu'au haut de la ville un fort contingent de policiers et à le disperser.

La police tirait à jet continu. La police locale en particulier dont chaque agent était armée de deux revolvers, l'un de type non réglementaire moyen belge d'Herstal, avec des balles de 5. C'est une de ces balles qui a tué notre camarade Ercoli. De temps en temps les réflecteurs de la Marine éclairaient la rue du Canon. On voyait alors des policiers tirer dans les corridors ou aux fenêtres et des ouvriers entre deux fusillades lancer des grès de pierres en s'aidant de plaques de fonte.

Des témoins auraient vu aussi des mitraillettes balayant la rue.

Les derniers combats prirent fin vers 3 h. du matin.

Avant de passer aux commentaires, il importe de noter quelques faits significatifs.

Au cours de la nuit, l'Etat-Major de la répression, se sentant littéralement débordé, avait fait appel à la Marine, mais ils n'ont obtenu qu'un secours tout à fait épisodique des chefs. Les matelots du Jean Bart et du Béarn se sont rebellés et ont mis la crosse en l'air.

Les travailleurs sénégalais ont été utilisés et disséminés en soutien des forces de police. Un témoin raconte qu'il a vu un officier des

### En quatrième page

### L'APPEL POUR LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

gardes mobiles exhorter un tirailleur sénégalais à utiliser son fusil. Le tirailleur lui aurait répondu « non ! moi, pas méchant ». Les prétendues scènes de pillages ont été à peu près inexistantes. La presse bourgeoise, a raconté les légendes habituelles.

### Après les fusillades

Tels magasins de la rue du Canon que l'on dit avoir été dévalisés, en réalité avaient été débarrassés de leurs étalages par les propriétaires eux-mêmes. Seul le républicain socialiste « Petit Var » qui s'était conduit comme un versaillais a été saccagé par représailles. Dans la bataille les jeunes et les ouvriers ont été au premier rang. Le « bilan » publié par la presse bourgeoise est à cet égard évocateur : voici un

Voir suite page 2

SOUS LE COUP DES EXCLUSIONS BUREAUCRATIQUES ET DES RÉPRESSIONS POLICIÈRES

## « Révolution » poursuivi

Le 11 août, les Jeunesses Socialistes de la Seine ont édité des affiches au sujet des événements sanglants de Brest, Toulon, Cherbourg, appelant les travailleurs de France à la lutte acharnée contre le gouvernement d'assassins auteurs des décrets-lois de famine et de misère ! Ils éditeront également une édition spéciale du journal *Révolution*, qui s'arracha dès le dimanche matin.

Les ouvriers de la région parisienne se massaient devant ces affiches propageant les mots d'ordre de l'Entente et approuvaient le mot d'ordre du *gouvernement des Travailleurs*, de la *milice ouvrière*, etc.

Le gouvernement les fit lacérer dans la nuit par la police, prouvant ainsi que nos jeunes camarades avaient frappé juste et établi les véritables responsabilités.

Dans l'après-midi du dimanche 12 août, le commissaire divisionnaire Guillaume et des inspecteurs de la Sûreté vinrent saisir les numéros de *Révolution*, inculpèrent les responsables du journal, arrêtèrent et gardèrent plusieurs heures dans les postes de police les vendeurs.

Triste et mystérieuse « coïncidence » ! Au moment précis où les bureaucrates et leurs esclaves frappent et excluent les révolutionnaires des Jeunesses Socialistes, la bourgeoisie les pourchasse et les condamne également !

Les « démocrates » S.F.I.O. empêchent les jeunes travailleurs de dire ce qu'ils pensent et leur interdisent de lancer des mots d'ordre révolutionnaire.

Les « démocrates » bourgeois veulent baillonner leurs véritables ennemis qui disent la vérité et préparent la révolution !

La classe ouvrière, les travailleurs conscients, feront d'eux-mêmes le parallèle et comprendront la véritable signification de l'exclusion !

Ils comprendront certainement que les dirigeants des partis ouvriers ont partie liée avec la bourgeoisie, qu'ils font son jeu et lui préparent le terrain pour l'assaut final et définitif.

La scandaleuse attitude du *Populaire* et de l'*Humanité* durant les événements de Brest et de Toulon prouve qu'on veut freiner le mouvement révolution-

L. TROTSKY

## Aux Jeunes Socialistes et Communistes qui veulent penser !

LA GUERRE ET LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

La question du danger de guerre préoccupe actuellement de la façon la plus profonde la jeunesse. Et avec raison, car il s'agit avant tout de sa propre tête. La question de la guerre constitue le premier point de l'ordre du jour du congrès des Jeunesses Socialistes de Copenhague (24 au 27 août).

Nous, marxistes révolutionnaires, rejetons entièrement les recettes contre la guerre qu'ont données les chefs de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. Ils prêchent le désarmement et la « conciliation » par la Société des nations. Cela signifie qu'ils croient à la possibilité de changer l'essence du capitalisme par des réformes pacifiques, car la lutte armée entre les Etats capitalistes appartient aussi bien à l'essence du capitalisme que la concurrence entre les divers capitalistes ou entre leurs trusts. Il y a des gens qui se nomment socialistes ou communistes, qui traitent l'Etat capitaliste d'institution complètement impérialiste et qui croient en même temps à la Société des nations, c'est-à-dire à la Bourse des Etats impérialistes.

Pour le marxiste la lutte contre la guerre coïncide avec la lutte contre l'impérialisme. Le moyen de cette lutte, ce n'est pas le « désarmement général », mais l'armement du prolétariat en vue de l'anéantissement révolutionnaire de la bourgeoisie et pour l'instauration de l'Etat ouvrier. Notre mot d'ordre n'est pas : Société des Nations, mais : Etats-Unis Soviétiques d'Europe et du monde entier !

Aujourd'hui nous voyons, comment en France les réformistes et les soi-disant « communistes » (à vrai dire stalinistes) ont conclu avec les radicaux une alliance pour lutter, paraît-il, contre le fascisme et la guerre. Que sont les radicaux ? Un parti absolument impérialiste qui monte la garde devant la paix de Versailles et devant l'empire colonial français. Comment peut-on mener en commun avec un parti impérialiste la lutte contre la guerre impérialiste ?

Evidemment, les radicaux se plaisent à parler de la paix. Hitler aussi aime à la sueur de son front pour la paix. Car ils sont tous pour la paix : les curés, les banquiers, les généraux. Mais que signifie, cependant, le pacifisme des gouvernements et des partis bourgeois ? Une hypocrite infamie. N'importe quel bandit préfère, si c'est possible, prendre la bourse de sa victime « pacifiquement », sans toucher à sa vie. Mussolini aimerait, évidemment, mieux empocher l'Abyssinie d'une façon « pacifique », c'est-à-dire sans les frais et les victimes d'une guerre. L'Angleterre et la France voudraient bien savourer leur butin en « paix ». Mais gare à celui qui les

dérange ! C'est en cela que consiste l'amour de la paix des capitalistes.

Le pacifisme petit-bourgeois est, en général, sincère, mais d'autant plus aveugle et impuissant. Car, au fond, il n'est pas autre chose que la foi du paysan ou du petit boutiquier dans la possibilité d'améliorer la classe dominante, de désarmer les grands bandits impérialistes et de les déterminer à cohabiter pacifiquement l'un avec l'autre. Avec toute sa bonne volonté le pacifisme petit-bourgeois devient un moyen de duperie à l'aide duquel l'impérialisme, au moment voulu, s'empare des masses, pour en faire de la chair à canon. Nous accusons précisément les chefs de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales d'aider par leur politique pacifiste le capitalisme à préparer un nouveau carnage de peuples. Dans une nouvelle guerre les réformistes et les stalinistes seront dans la plupart des cas du côté de leurs gouvernements, surtout en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie. Celui qui veut réellement lutter contre la guerre doit parler clairement au peuple, doit rassembler les militants sous un drapeau révolutionnaire, et ce drapeau est celui de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Entre les deux anciennes « Internationales », qui en réalité ont cessé d'en être, et nous, les combattants de la IV<sup>e</sup> Internationale, il y a plusieurs fractions et groupements intermédiaires que nous appelons centristes.

Ce nom n'est pas, comme le pensent certains esprits naïfs, une injure, mais une conception tout à fait scientifique. Nous appelons centristes ces tendances qui oscillent entre le marxisme (internationalisme) et le réformisme (patriotisme), mais qui par leur essence sont, d'ordinaire, plus près du réformisme. En France, c'est la fraction de la « Bataille Socialiste » qui a un caractère centriste liant son acceptation de la défense nationale à la glorification du pacifisme (Zyromski) et tolérant à son aile gauche un internationalisme vague (Pivert). De tels courants existent dans une série de pays. Pour la période actuelle on peut avec raison citer comme un exemple typique de centriste le Parti socialiste ouvrier allemand (S. A. P.). Le S. A. P. n'est nullement une organisation de masse. Il possède, cependant, des fonctionnaires de parti et de syndicat assez nombreux, répandus actuellement comme émigrés dans différents pays. Ils disposent souvent d'une routine pratique considérable et d'une certaine éducation théorique, mais jamais leur activité ne dépasse le cadre des opinions centristes. C'est pourquoi ils sont contre la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi ils combattent les partis et organisations qui se rassemblent autour du drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi ils cherchent des amis à leur droite. C'est pourquoi leur hostilité se dirige toujours vers la gauche.

De temps en temps ils affirment qu'ils ne sont pas, au fond, des adversaires de la IV<sup>e</sup> Internationale en tant que telle, mais qu'ils la trouvent inopportune. Cette assertion, cependant, est sans contenu. Car il ne s'agit pas d'une question mathématique, mais d'une question politique, où le facteur temps est décisif. Le socialisme aussi n'est pas « opportun » tant que nous ne sommes pas capables de le réaliser. Mais nous l'avons écrit sur notre drapeau, et ce drapeau, nous le portons bien ouvertement devant les masses. Si nous sommes arrivés à être persuadés que la lutte contre la guerre et pour le socialisme exige un nouveau rassemblement de l'avant-garde prolétarienne autour d'un programme nouveau, alors nous devons commencer ce travail sans tarder.

Celui qui, aujourd'hui, comme le S. A. P., est contre la IV<sup>e</sup> Internationale, se défend et ses édificateurs, celui qui démontre que consciemment ou inconsciemment il veut garder ouverte la voie de retour vers les réformistes et les patriotes. Cette affirmation peut apparaître irréductible comme une manifestation de « sectarisme » ou même une « calomnie ». La plus récente position du S. A. P. dans la question de la guerre, absolument antimarxiste, a confirmé notre appréciation irréfutablement. Celui qui n'a pas lu la fameuse résolution du S. A. P. sur la « lutte pour la paix », devrait le faire immédiatement et apprendre même par cœur certaines phrases. Aucune formule sonore sur la ré-



volution socialiste et la dictature du prolétariat ne peut dissimuler le caractère réel, c'est-à-dire pacifiste, de la politique du S.A.P., qui veut rassembler « toutes les forces » pour le désarmement et pour la paix et créer pour cela un « comité mondial ». Celui qui prêche que les impérialistes peuvent — sous la « pression » des masses — désarmer pacifiquement, nie par cela même la nécessité de la révolution prolétarienne. Car, quelle révolution peut-il y avoir contre la bourgeoisie désarmée ? Au pacifisme dans la politique extérieure correspond inévitablement le pacifisme dans la politique intérieure. Quelqu'un peut nous jurer solennellement qu'il est matérialiste ; si pour assurer le salut de son âme il va à l'église à Pâques il reste pour nous une lamentable victime du clergé. Celui qui joint les phrases sur la révolution sociale à des supplications pacifiques en faveur du désarmement, celui-là n'est pas un révolutionnaire prolétarien, mais une pitoyable victime de la superstition petite-bourgeoise.

N'y a-t-il pas, pourtant — nous réplique-t-on souvent — dans le S.A.P. et dans les organisations analogues de bons ouvriers d'esprit révolutionnaire qu'il ne faudrait point heurter brusquement ? Cet argument aussi manque son but. Il est tout à fait possible, presque certain qu'il y a dans le S.A.P. et les organisations semblables des ouvriers qui ne sont pas contents de la politique chancelante et évasive de leur direction. Mais la meilleure façon d'aider les éléments susceptibles d'évoluer, c'est de mettre à nu sans pitié la politique fautive de leur direction. Il est vrai, au premier moment, même les éléments progressifs se sentent heurtés. Néanmoins, la critique se grave dans leur conscience. Puis viennent de nouveaux faits qui confirment notre critique. Et enfin, l'ouvrier révolutionnaire honnête se dira : Les léninistes avaient tout de même raison, il faut que j'aille avec eux. C'est toujours ainsi que s'est accompli le développement d'un parti révolutionnaire. C'est ainsi encore que la chose se passera cette fois-ci.

#### JEUNES CAMARADES ET AMIS !

Ce n'est pas par une haine « fanatique » et encore moins par une hostilité personnelle que nous combattons tout ce qui est équivoque, confus et ambigu. Notre époque cruelle ménage très peu la sentimentalité, l'indulgence personnelle et autres belles choses semblables. Ce qu'elle exige, c'est un programme juste et une volonté de fer de vaincre. A l'égard des masses qui ne font que chercher une direction révolutionnaire, nous devons faire preuve de la plus grande patience, de la plus grande attention. Il faut leur exposer cent et mille fois les principes révolutionnaires à la lumière des événements du jour. Mais envers ceux qui se présentent aux masses comme des chefs et déploient un drapeau à eux, nous devons avoir des exigences sévères. La première, c'est la clarté.

Ceux qui s'arrêtent à mi-chemin, les centristes, les pacifistes peuvent, pendant des années, végéter, publier des journaux, convoquer des conférences, même avoir momentanément certains succès organisationnels. De grands tournants historiques, cependant — guerre, révolution — font écrouler de tels partis comme des châteaux de cartes. Au contraire, les organisations qui, par une âpre lutte intérieure et extérieure sont arrivées à une clarté révolutionnaire réelle et à une conscience de leur but, aboutissent précisément dans les situations historiques critiques d'un seul coup au plus large déploiement de leur puissance. Alors le philistin s'étonne, alors le philistin de gauche les acclame, sans pourtant comprendre que le « miracle » du succès n'a été possible que par un travail préparatoire lent de longues années et que l'implacabilité marxiste a été la meilleure arme de ce travail préparatoire.

Dans toute grande lutte idéologique il y a des copeaux et des éclats. Les centristes se servent de préférence de ce pitoyable matériel pour détourner l'attention de ce qui est important, décisif. Les jeunes ouvriers qui veulent penser doivent apprendre à mépriser la manière cancanière, philistine, méchante et impuissante des centristes. Vous devez aller au fond des choses ! Les questions les plus importantes pour la formation du révolutionnaire prolétarien sont à présent : l'attitude envers la guerre et la position envers la IV<sup>e</sup> Internationale. Ces questions, vous devez vous les poser dans toute leur envergure ! Nous, bolchéviks-léninistes, nous avons édité, il y a plus d'un an, la brochure La IV<sup>e</sup> Internationale et la guerre. Prendre sérieusement connaissance de ce document programmatique, c'est là le premier devoir de tout révolutionnaire qui veut se faire une opinion indépendante. Ne perdez donc pas de temps, étudiez, réfléchissez, discutez honnêtement, aspirez incessamment à la clarté révolutionnaire !

Salut fraternel.

Le 22 juillet 1935.

L. TROTSKY.

## Pour coordonner le travail parmi les paysans

#### ON NOUS COMMUNIQUE

Sur l'initiative de plusieurs militants paysans, une organisation est en cours de constitution. Elle se propose — sans contraindre en rien le recrutement et l'action des syndicats agricoles — le regroupement des masses paysannes sur une base antifasciste et revendicative.

# La guerre des classes s'allume en France

Notre enquête à Toulon — La presse bourgeoise — L'attitude de « l'Humanité » et du « Populaire » — Ce que disent les combattants

(Suite de la page 1)

extrait du « Petit Var ». En premier lieu concernant les victimes :

#### Morts :

Liraud Georges, batelier, né le 26 juillet 1910 à Limoges, rue de l'Unité (balle dans la tête) ; Ercoli Henri, encaisseur à la Coopérative des pêcheurs, place Poissonnerie (poitrine perforée par balle revolver).

#### Blessés civils hospitalisés :

Doumie Aissa, né le 19 janvier 1902 à Constantine, rue Pasteur ; Thomasset, balle poitrine, moëlle épinière ; Naudin Joseph, 30 ans, ouvrier boulanger, place à l'Huile, très sérieux, balle poitrine ; Brignoli Pierre, né à Parma (Italie), 5 août 1898, rue du Canon, 10.

#### Blessés civils non hospitalisés :

Tirel Pierre, 33 ans, 4, rue Brunetière ; Feriell Paul, ouvrier du port, Pont-de-Bois ; Demaria Michel, 43 ans, boucher chez Gensul à l'Escaillon ; Receveur Léon, 19 ans, villa Lorraine, Escaillon ; Chazale, greffier tribunal ; une dizaine de blessés qui ne se sont pas fait connaître.

M. le professeur Sérolle a reçu une balle qui lui a traversé le mollet ; de plus il porte au front le sillon sanglant d'un projectile qui eut pu le tuer net.

En deuxième lieu les arrestations :

Il y a eu 73 arrestations durant les journées et la nuit d'avant-hier et d'hier.

33 individus ont été libérés après examen de réintégration.

22 ont été placés sous mandat de dépôt par le Tribunal correctionnel.

38 autres sont encore écroués.

Parmi eux on compte 13 ouvriers de l'arsenal et de nombreux jeunes gens, cinq de 18 ans et deux de 16 ans.

Enfin dans le lot des incarcérés figurent un Italien, un Belge, un Espagnol et un Polonais.

De telles informations n'empêchent pas le même journal d'écrire : sait-on que le plus fort des individus arrêtés ont un lourd passé ?...

« Disons-le, car nous devons la vérité, le personnel ouvrier redoute d'être confondu avec cette lie des ports, que l'on retrouve aux heures méchantes des grandes citées. Il ne saurait être non plus assimilé aux Italiens, Polonais, Belges et à ces colorés, fruits de croisement de toutes les races méditerranéennes et qu'on retrouve trop souvent, dans les remous sociaux ! »

Nous voici entrés de plein pied sur le terrain des « commentaires ». Pour dégager la véritable signification de l'émeute, l'examen critique des différentes versions s'impose : celle de bourgeoisie ; celle du Popu et de l'Humanité ; celle des belligérants eux-mêmes, camarades de Toulon.

#### La version de la bourgeoisie

Nous allons citer les nouveaux extraits les plus typiques.

Le « Journal » de Paris dit ceci :

Les actes déplorables et douloureux dont Toulon vient d'être le théâtre ne peuvent, équitabement être imputés aux ouvriers, ni à leurs syndicats. Ils furent l'œuvre d'une tourbe malsaine de jeunes dévoyés, visant simplement au pillage.

Le « Matin » parle de la « racaille » des faubourgs :

Paris, 10 août. — L'envoyé spécial du « Matin », à Toulon, déclare :

Si importantes et si intempestives qu'aient été les manifestations des ouvriers de l'arsenal et de la pyrotechnie de jeudi après-midi, elles n'ont été que l'occasion recherchée par cette infâme racaille dont le vieux Toulon, ses faubourgs et ses environs sont, hélas ! infestés.

Etrangers sans nationalité bien précise, éternels chômeurs, vagabonds et repris de justice « sidi » inquiétants. Tout un peuple indéterminable vit là au jour le jour, ne travaillant que par aventure, logé à l'enseigne commune de l'envie, de la paresse et de la crasse.

LE PETIT PARISIEN (sans signature) :

Il ne fait pas de doute qu'à Toulon comme à Brest, le mécontentement contre les décrets-lois a été à l'origine des incidents. Il apparaît toutefois, que c'est l'exploitation de ce mécontentement par des individus complètement étrangers au corps des ouvriers des arsenaux, qui a donné à l'agitation le tour grave qu'elle a prise à Toulon notamment.

Pour donner plus de relief à cette thèse le « Petit Var » imprime en gros caractère :

« Les syndicats ouvriers du port ont tenu à se désolidariser publiquement des émeutiers ». « Le désarroi des ouvriers du port ».

Notons en passant que les syndicats ouvriers locaux sont démentis de telles formations. Il suffirait, pour montrer le néant de la thèse bourgeoise, de relire ses propres communiqués officiels sur les victimes et sur les arrestations. Mais il importe de bien sa-

sir la signification du mensonge bourgeois. Sa caractéristique est qu'il tend à nier la lutte de classe.

L'émeute est le fait des éléments troubles. Un point, c'est tout. Il faut masquer à tout prix la bataille ouvrière pour les salaires, son caractère physique, aigu, et le remplacer par des histoires sur la lie des ports.

#### Ce qu'écrit la presse « ouvrière »

La presse bourgeoise parle ainsi parce que sa mission est de salir ou de nier tout effort de la classe ouvrière dans la voie du combat révolutionnaire. C'est normal. La bourgeoisie est l'ennemi naturel de la classe ouvrière et se conduit en ennemi.

C'est pourquoi la simple logique voudrait que l'opinion inverse fut soutenue par les journaux qui ont pour mission de défendre les intérêts du prolétariat, c'est-à-dire de la classe qui veut l'anéantissement de la bourgeoisie. La réponse peut consister simplement en quelques citations :

L'explication de P.V.C. est claire :

L'HUMANITE (P. Vaillant-Couturier) :

Pour bien provoquer, il faut être deux. D'un côté la force armée, de l'autre ce qu'on appelle les « éléments troubles ». Or, les ports de mer, comme toutes les grandes villes, sont infestés de ces personnages vivant en marge du travail, des « tricarés » le plus souvent qui, tolérés, servent d'indicateurs à la police. C'est dans ce monde que se recrutent en général, parce qu'ils sont sans convictions et avides d'argent, les hommes de main au service des fascistes.

Exemple : Carbone et de Lussats, provocateurs du 6 février. On peut constater que, dans les événements tragiques de Toulon et de Brest, le drame a été déclenché chaque fois comme si une main invisible mettait le contact là où il fallait et quand il fallait.

L'appel signé du P.C., souligne et renforce cette « explication » :

#### La provocation est évidente

Ce sont les hommes du 6 février qui jouent à Brest et à Toulon le rôle de provocateurs.

Ils attaquent les soldats, les gardes-mobiles, les agents de police et ils veulent faire croire que les travailleurs agissent de la sorte, alors que ces derniers, qui considèrent les soldats comme des frères, ne veulent nullement tenir les garde-mobiles, fils de paysans ou d'ouvriers, pour des ennemis.

Ils propagent des fausses nouvelles, essayent de tromper les ouvriers et de les faire tomber dans le piège de leurs provocations.

Ils outragent le drapeau tricolore que les travailleurs placent à la tête de leurs cortèges, à côté du drapeau rouge, le 14 juillet dernier.

Et ces provocateurs sont les protégés de M. Laval qui, le 14 juillet, demanda au comte de La Roche de défilé à l'Arc de Triomphe.

Les hommes du 6 février qui, aujourd'hui à Brest et à Toulon, comme hier à la place de la Concorde, jouent du revolver, font leur

#### Les ouvriers rejettent avec dégoût les calomnies infâmes des stalinistes

Le journal des bureaucrates stalinistes français, L'Humanité du 12 et du 15 août 1935, et celui des bureaucrates stalinistes d'Italie, La Difesa de la semaine dernière, publient des articles sur l'assassinat du fonctionnaire du Parti communiste d'Italie, selon lesquels Guido Beiso — le meurtrier de Montanari — serait un « trotskiste notoire ».

Nous démentons de la façon la plus formelle et catégorique l'affirmation des journaux de la bureaucratie staliniste. Guido Beiso, non seulement n'est pas un « trotskiste notoire », mais il est entièrement inconnu par les camarades de notre groupe et par les camarades français avec lesquels il n'a jamais eu de contacts, ni directs, ni indirects, quels qu'ils soient.

Nous demandons qu'une Commission d'enquête soit constituée sans délai, avec les représentants de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et du mouvement antifasciste, pour faire la lumière nécessaire soit sur Beiso, soit sur les affirmations mensongères de la presse de la bureaucratie staliniste. Le problème de la provocation policière est trop grave pour que l'enquête la plus scrupuleuse et sévère ne soit faite de façon à découvrir qui sont les provocateurs et leurs complices.

Pour le Secrétariat du Groupe B.L. d'Italie, GIULIO.

\*\*\*

Le démenti de nos camarades italiens ne pourrait être plus catégorique.

La presse de la bureaucratie staliniste spécialisée dans le mensonge et la calomnie contre les militants révolutionnaires, cherchera en vain de faire le brouillard sur ce regrettable incident qui, de nouveau, frappe l'émigration italienne. Nos camarades italiens demandent une Commission d'enquête. Les bureaucrates stalinistes se déroberont-ils ? Ça serait une nouvelle preuve de leur veulerie et de leur lâcheté. En tout cas, la seule lecture des versions différentes données par la presse staliniste sur les positions politiques et sur la participation aux réunions du meurtrier Guido Beiso, sont plus que suffisantes pour éclairer tout ouvrier honnête sur la cuisine ignoble tentée par les bureaucrates stalinistes.

besogne d'incendiaires et provoquent des collisions sanglantes, sont les ennemis publics dont les agissements remplissent d'aise Hitler et ses pareils.

Léon Blum donne une version non différente dans le « Populaire » :

A Toulon comme à Brest le sang a coulé. Toulon comme Brest a ses morts et ses blessés. Jusqu'à quand le gouvernement tolérera-t-il cette surenchère dans la stupidité et dans la brutalité ?

Je le sais bien. Dans les deux ports on a relevé les mêmes incidents louches.

Les « jeunes communistes » dont parlent avec horreur les correspondants de la presse officieuse sont vraisemblablement, pour une large part, d'authentiques Jeunesses Patriotes et de glorieux volontaires nationaux. Le témoignage de notre camarade Albert Lamoray — qui poursuit si courageusement son enquête en dépit de ses deux blessures à coups de crosse — est déjà probant par lui-même, et je ne doute pas que les commissaires désignés hier par la délégation des gauches et qui seront sur place dès ce matin, rapportent là-dessus un dossier irrécusable.

Je sais tout cela. Je sais aussi qu'à Brest et à Toulon, comme dans tous les grands ports, comme dans toutes les grandes villes, il y a une pègre, une lie humaine, prête à exploiter et à salir les mouvements ouvriers. N'importe, à l'origine du drame de Toulon comme du drame de Brest, il y a l'autorité gouvernementale.

Les citations de l'Humanité et du Popu ont été lues et peuvent être contrôlées par tout le monde.

L'indignation ou la révolte de tout esprit tant soit peu imprégné de la notion des intérêts prolétaires, a été la première réponse qui leur fut faite.

Il faut maintenant se demander : la thèse de la bourgeoisie et la thèse des deux journaux « officiels » des deux partis ouvriers sont-elles au fond, sensiblement différentes ?

La réponse est donnée par les textes eux-mêmes. Mieux que tout commentaire ces textes jugent le contenu « des conceptions » du Front populaire. C'est bien ce que nous avons dit : par les radicaux, le Front populaire est lié à la bourgeoisie. La collaboration de classe tel est le terrain sur lequel nous ont entraînés les dirigeants réformistes et stalinistes. P.V.C., qui n'a plus ni pudeur ni sens du ridicule, ose écrire : « Le Parti radical — le grand parti des Français moyens — a pris la position du bon sens et de la probité politique » Un pied dans les décrets-lois sanglants, l'autre dans le Front populaire, voilà qui est pour les chefs stalinistes le modèle de la « probité politique ». Il est vrai que ces gens-là, pratiquent, maintenant la probité à la manière des radicaux : un pied dans l'union sacrée, l'autre dans le prolétariat.

En présence d'événements aussi grandioses que ceux de Toulon, nous n'hésitons pas à écrire que l'attitude des chefs stalinistes et réformistes constitue le prélude de la trahison décisive qu'ils nous préparent. Le devoir des révolutionnaires est d'attirer l'attention des ouvriers sur une telle attitude.

Au moment où apparaissent les premiers éclairs de la révolution, les dirigeants du F. P. disent « c'est là l'œuvre d'éléments louches. Les ouvriers eux ne veulent pas faire le moindre mal à la bourgeoisie ». C'est le langage des Noske et des Scheidemann.

#### Ceux qui se sont battus nous disent...

Nous n'avons pu arriver à Toulon qu'après les obsèques des camarades Ercoli du P. S. et Liraud inorganisés, tombés en héros au champ de la guerre civile.

Le premier militant rencontré était un membre du parti. Quelle est son opinion sur les articles du Popu et de l'Humanité ? La voici : « Le Petit Var », le « Populaire », l'« Humanité », c'est à peu près la même chose ».

A la Bourse du Travail, se trouvent de nombreux ouvriers. Nous rencontrons le camarade Canesa, conseiller d'arrondissement.

— Est-il exact que l'émeute s'explique par l'influence prépondérante des éléments « louches » ainsi que l'explique toute la presse y compris le Popu et l'Humanité ?

— Non, a répondu Canesa. Cette explication est absolument fautive. C'est la classe ouvrière qui s'est battue. Elle a répondu aux brutalités de la police et de la garde mobile et à la provocation gouvernementale. Les protestations des ouvriers n'étaient pas moins énergiques « Il n'y a pas d'éléments louches qui tiennent. C'est nous qui nous sommes défendus disaient les ouvriers ».

Le camarade Bartoli, qui vécut les événements de bout en bout, au cours du récit qu'il nous fit à tenu avec une particulière vigueur à repousser ce qu'il appelait « La thèse policière des éléments louches ». Et il ajouta : « Ce qui m'a peiné, c'est de voir que cette thèse était celle du Popu et de l'Humanité. J'aurais tant voulu qu'au moins notre journal se conduise comme un journal véritablement prolétarien. Insiste bien sur ce fait : L'histoire des « éléments louches » ne tient pas. Il s'agit d'un épisode de la lutte de classe. C'est la classe ouvrière qui a réagi et qui s'est héroïquement défendue ».

Bartoli nous fit part en outre de son point de vue politique : « Les ouvriers sont animés d'une volonté de combat extraordinaire. Ce qu'ils attendent ce sont des mots d'ordre justes et une direction révolutionnaire. Il me semble que c'est une lourde erreur de se sté-

riliser et de se laisser battre morceau par morceau dans des combats locaux et partiels. L'heure a sonné d'un grand combat national. Le mot d'ordre de lutte de la situation c'est celui de la grève générale ».

Ces paroles d'un combattant sont à rapprocher des pitoyables arguties de Blum sur la nécessité « d'éviter le désordre » qui fait le jeu des fascistes.

On ne saurait avouer plus clairement que Blum et que P.V.C. l'ont fait ces jours derniers, que les dirigeants réformistes et stalinistes ne veulent à aucun prix de la révolution. L'un, sous l'étiquette du « socialisme », l'autre du « communisme » s'affirment des partisans de l'ordre, qui selon leur « thèse » n'est troublé que par la « lie des ports », les « provocateurs fascistes », etc.

La leçon des événements est claire pour les moins avertis ; au moment précis où la situation est révolutionnaire, il n'y a pas de direction révolutionnaire. Les Blum et Cie ne font preuve de vigueur et d'intransigence que quand il s'agit de se débarrasser des jeunes luttants contre l'union sacrée. En revanche, alors que les dirigeants radicaux sont dégoûtés du sang des ouvriers de Brest et de Toulon, nul dans les sommets ne parle de chasser ces canailles du Front populaire.

Que faire avec les cadres réformistes et stalinistes complètement verrouillés ? Nous disons aux ouvriers : les événements récents prouvent que vous ne pouvez guère attendre de ces gens-là que quelques gestes d'avocats libéraux, nullement une direction quelconque. Un très prochain avenir vérifiera ce pronostic à une échelle encore plus grande. Il n'y a qu'une voie : se mettre avec nous, dans la lutte quotidienne, à la construction de l'avant-garde révolutionnaire, de la nouvelle direction, de votre propre direction.

Préparer la victoire en forgeant l'instrument de combat, le Parti révolutionnaire, c'est le seul moyen de venger les ouvriers héroïques qui sont tombés à Toulon et à Brest, c'est le seul moyen de libérer de l'esclavage capitaliste leurs frères qui sont restés.

#### A Brest

Nous n'avons pu encore avoir des renseignements recueillis sur place à Brest. Mais il est clair qu'à Brest comme à Toulon il s'agit d'un combat de classe, d'une lutte héroïque des ouvriers contre leurs exploiters, et que l'explication par les « éléments louches » est ici aussi profondément misérable. Il ne s'agit pas d'explications libérales et semi-policieuses. Il s'agit d'une solidarité de classe. Il ne s'agit pas « d'excuser » les vaillants combattants, mais de propager leur exemple et d'organiser leur lutte.

Rien de cela dans le « Popu » ni dans l'« Humanité ». L'« Humanité » du 9 août a publié ces informations où perce l'aveu profondément réactionnaire des bureaucrates :

« L'agence Havas signale qu'à 21 heures 200 manifestants ont chanté l'« Internationale » sur les glacis des fortifications. Les pelotons de gardes mobiles ont chargé violemment et l'un des manifestants a été blessé assez gravement et transporté à l'hôpital civil : c'est un ouvrier nommé Viellard ».

« Nous faisons naturellement toute réserve sur la version donnée quant à l'origine de cette bagarre qui a fait une nouvelle victime. »

Ainsi donc une nouvelle selon laquelle les ouvriers auraient chanté l'« Internationale » est pour cette raison considérée comme tendancieuse. Moralité staliniste : Pour ne pas être frappés, les ouvriers ne doivent pas chanter l'« Internationale », mais la « Mar-seillaise ».

On trouve d'ailleurs dans l'« Humanité » du 7 août 1935 le même état d'esprit :

« Puis la colonne des ouvriers se dirigea vers la sous-préfecture. Le drapeau tricolore fut arraché. Il faut se rappeler que Laval ne voit pas sans crainte le drapeau tricolore des républicains démocrates se joindre au drapeau rouge dans les manifestations et qu'il est disposé à exploiter tout incident, même né d'une légitime colère. »

Il s'en faut de peu que le jeune héros qui, au péril de sa vie, a arraché le drapeau tricolore ne soit traité de « provocateur ».

La manchette ci-après synthétise la « position » de l'« Humanité » :

« Qu'il y ait dans les villes importantes des éléments troubles c'est certain, leur intervention est inévitable, elle se produit toujours. »

(« Le Temps »).

« C'est faux ! »

« Des millions de travailleurs ont depuis un an manifesté en France sans le moindre incident. »

« L'intervention des éléments troubles ne se produit que lorsque la raison d'Etat l'exige. »

Voilà une explication originale des émeutes populaires. Il ne s'agit plus de conflits de classe, non ! Il s'agit de processions pacifiques. Un beau jour la bourgeoisie y introduit quelques éléments troubles. Ça fait une émeute.

Le comble, c'est que les gens qui osent écrire cela continuent à se prétendre marxistes, à se réclamer de Lénine et à tenir des congrès sous le nom d'« Internationale communiste ».

Non, il ne faut pas que les travailleurs de France, qui sont profondément révolutionnaires, continuent à suivre les laquais de la diplomatie soviétique !



# Lettre de Marceau Pivert « ETIQUETTES » et « NUMEROS »

Aux camarades frappés par le Congrès National des Jeunesses de Lille le 30 Juillet 1935

J'apprends par le Populaire la décision qui vous frappe et les circonstances qui l'ont précédée. Je regrette de ne pouvoir me rendre à Paris pour vous aider à obtenir réparation de l'injustice qui vous frappe. Je suis pleinement solidaire de tous ceux qui sont ainsi exclus du mouvement des Jeunesses, auquel ils ont le droit absolu de participer. Je suis solidaire parce que c'est la première fois, dans le Parti, qu'on chasse des camarades qui n'ont fait que servir l'idéal socialiste, avec, sans doute, des maladresses mais avec des résultats tangibles : le développement de leur organisation. Je suis solidaire parce que je crois déceler dans cette opération une signification politique extrêmement grave, qui doit dresser à vos côtés tous ceux qui se réclament sincèrement et non en phrases de l'unité révolutionnaire.

L'unité révolutionnaire sans des camarades comme Fred Zeller ou Makarovsky, membre de ma section, c'est un mensonge. Le geste de scission accompli par des camarades qui ont été artificiellement dressés contre vous et qui n'ont pas compris sa portée (ou qui ont utilisé vos erreurs) peut avoir des répercussions désastreuses non seulement pour le Parti, mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

La première chose que je vous demande, c'est de ne rien faire pour l'aggraver : demander à vos camarades restés dans l'organisation de se consacrer néanmoins au développement des Jeunesses. N'abandonnez rien de vos idées. Vous avez le droit d'être en désaccord avec une majorité. Vous avez le droit de défendre des conceptions qui vous sont chères. Pour cela, immédiatement, les portes du Parti vous sont ouvertes. Ne vous découragez pas, vous ne serez pas seuls à défendre le droit des minorités à vivre dans un parti démocratique comme le nôtre. Et tout de suite rédigez un appel au Parti qui doit amener le Parti, s'il est vraiment fidèle à sa structure à rapporter une décision inadmissible. Cet appel doit être suspensif et vous permettre de continuer votre travail pratique, sans interruption, au sein de l'Entente de la Seine, si toutefois, ce que j'espère bien, la majorité que vous aviez acquise vous reste fidèle.

C'est pour vous aider, si vous le jugez utile dans votre défense, soit en utilisant ces lignes, soit en vous en inspirant pour adresser votre appel au Bureau fédéral et au Bureau du Parti que je m'efforcerai de discuter les griefs qui vous ont été adressés.

## LE PROBLEME DES FRACTIONS

Lagorgette a condamné les fractions et proposé de les dissoudre. Cela n'est pas nouveau. A certain congrès fédéral de Montrouge les adultes l'ont entendu faire une attaque extrêmement vive et blessante pour notre fraction de la Bataille socialiste... Est-ce à dire qu'il n'appartient à aucune fraction dans le Parti ? Je ne veux pas l'examiner, ni analyser les raisons d'une telle position. Je dis tout simplement que c'est un droit strict pour les camarades du Parti et des Jeunesses qui pensent de telle ou telle manière de se réunir, de se concerter pour développer leur propagande de tendance, de visiter les groupes, de rechercher des votes à la veille des Congrès, de désigner leurs hommes de confiance pour les fonctions dans le Parti. Vous avez le droit de revendiquer cette faculté, rien de plus : il n'est pas possible d'aller plus loin, c'est-à-dire, jusqu'à l'extériorisation officielle (bien qu'en fait on se dépouille difficilement dans l'action publique de ses préférences de tendances). Mais cela, c'est ce que nous avons toujours fait dans toute la vie du Parti. C'est ce que nous avons toujours fait à l'occasion de batailles décisives contre le ministérialisme et nous l'avons pratiqué avec Paul Faure, avec Zyromski, avec Louis Lévy, avec Séverac, sans jamais penser que cela pourrait un jour être un motif d'exclusion... pour une autre fraction que la nôtre.

Aussi j'ai lu avec tristesse la question de Mireille Osmin : « Renoncez à l'activité fractionnelle » et cela individuellement. Qu'est-ce que cela veut dire ? Moi, je ne signerai jamais cela. Je dis plus précisément : à l'heure où l'unification totale extérieure approche c'est un droit encore plus précieux pour toutes les minorités sous la seule réserve que les fractions n'entravent pas le fonctionnement régulier du Parti. J'ai toujours vu lutter contre les tendances et les fractions des camarades confus, sans position doctrinale solide et le plus souvent embarrassés par l'obligation du choix que l'existence des fractions impose.

Vous avez donc le droit de justifier votre appel au Parti par ce respect de la pratique constante de la vie intérieure du Parti.

De ce point de vue la « dissolution du groupe bolchevik-léniniste » n'a pas de sens, si l'on ne dissout pas en même temps les autres fractions officielles ou occultes... mais alors il y a impossibilité à appliquer une telle décision.

Reste la qualité particulière du groupe bolchevik-léniniste et ici je dirai tout net quelle erreur psychologique a été commise par ceux d'entre vous qui s'en réclament. Incontestablement il y a ici une confusion et ceux qui vous ont exclu ont utilisé l'arme que vous leur avez tendue ; si vous êtes fidèles au bolchévisme initial, vous

n'acceptez pas la structure démocratique du Parti, l'égalité pour toutes les tendances et pour tous les militants. On vous prête donc l'intention, qui a été longtemps celle du Parti Communiste de « noyauter », de démolir l'organisation socialiste pour la faire passer sous votre direction, mais avec une autre structure. Toute la confusion exploitée contre vous vient de là... Et il faudra la liquider (comme les B. L. adultes devront aussi la liquider) sous peine de laisser sans issue le présent conflit. Le Parti socialiste a, en effet, lutté victorieusement contre toutes les tentatives de noyautage du P.C. Il est instinctivement dressé contre toute apparence de renouvellement de plumage de la volaille. Mais je n'ai jamais compris votre retour au Parti comme une opération de cette nature. Vous auriez certainement évité l'exploitation de votre étiquette contre vous-mêmes, si vous aviez proclamé votre volonté de vous soumettre aux règles de propagande intérieure au même titre et avec les mêmes droits que les autres courants d'opinion dans le Parti. C'est un des points sur lesquels vous devriez insister. Et, si même, pour que vous puissiez obtenir satisfaction, l'étiquette bolchevik-léniniste ou trotskyste devait disparaître de la circulation, je suis certain que vous n'hésiteriez pas à la changer... L'essentiel n'est pas de porter sur le nombril l'étiquette d'un nom prestigieux, mais de s'appliquer à suivre les enseignements qu'il comporte.

Mais tout cela ne s'applique même pas aux camarades comme Fred qui ne sont pas du groupe bolchevik-léniniste, du moins à ma connaissance ! Pour ceux-là la mesure est encore plus invraisemblable et prend un tel caractère que toutes les minorités menacées au même titre doivent se dresser, solidaires !

## SUR LE CARACTERE « ILLEGAL » DE L'EXCLUSION

Je soutiens maintenant que l'exclusion votée par la Conférence Nationale des Jeunesses est incompatible avec les Statuts du Parti. Il n'appartient pas à un congrès de se transformer en Haute-Cour et de condamner (alors qu'il n'y a eu ni instruction ni défense et que les délégués au Congrès ne sont pas des juges). Du haut en bas, dans le Parti, ce sont des commissions de conflits qui jugent. Voilà l'argument juridique qu'on a toujours opposé à nos demandes d'exclusion des traîtres du Parti. C'est pourquoi, actuellement, le Bureau fédéral de la Seine, qui a demandé l'exclusion de Poggioli... mais qui le voit toujours à la tête des municipalités socialistes malgré une indiscipline grave dans l'action électorale, ne peut pas sans une partialité, contre laquelle je me révolte d'avance, appliquer à votre égard une décision inapplicable. Quand une commission des conflits statue, il y a possibilité d'appel devant une commission supérieure. Cet appel fait qu'un citoyen notoirement disqualifié comme Duchanel a encore sa carte du Parti. On ne peut donc pas considérer votre exclusion comme définitive, même des Jeunesses, car il n'est pas possible d'imaginer pour l'organisation des Jeunesses des règles disciplinaires différentes de celles du Parti. Or, celles-ci sont particulièrement indulgentes pour les renégats et les traîtres, Marquet n'a pas été exclu, Bouisson non plus, Compère Morel non plus (il va même rentrer, j'espère à ce propos, que Lagorgette reprendra la demande d'exclusion contre ce citoyen, qu'il avait acceptée de signer avec Périgaud et moi).

Pour des camarades qui sont soucieux de maintenir les Jeunesses sur leur terrain propre, je pense que le geste accompli manque de pondération. Il aurait fallu commencer par déclarer irréversible une motion d'exclusion, car on ne sait jamais où cela peut conduire. Si dans un groupe, si dans une Entente, une majorité bolchevik-léniniste prononçait comme représailles l'exclusion de telle ou telle minorité, comme étant contre-révolutionnaire et infidèle aux véritables bases fondamentales de l'action socialiste, où irions-nous ? Je me dresserais de la même manière contre cette conception claire, et c'est pourquoi je m'élève avec indignation contre le sectarisme de la majorité de la conférence : tel adversaire de tendance est encombrant ? Je le supprime (c'est trop facile !). Je pense que beaucoup de jeunes camarades qui ont voté votre exclusion (ou dont on a utilisé les mandats dans ce but) regretteront le geste déplorable qui vient d'être accompli.

Quant au rédacteur du Populaire, Daniel Mayer, qui était un de ses amis, je considère que son commentaire méprisant est une indignité. Non ! Ce n'est pas la mode qui nous a amenés des jeunes combattants comme ceux que je connais bien et que j'ai vu à l'œuvre dans l'action directe et ce n'est pas la mode qui les reprend. C'est une mauvaise opération intérieure que nous serons un certain nombre, j'en suis sûr, à relever comme il convient.

## LES MOTIFS DE L'EXCLUSION

Il y a dans la motion d'exclusion des considérations inacceptables et d'autres qui seraient justifiées, mais que je persiste à penser inapplicables à votre cas.

Se déclarer pour la IV<sup>e</sup> Internationale ? C'est le droit des militants et des jeunes d'apprécier l'état actuel des deux Interna-

La lettre de Marceau Pivert sur les exclusions des chefs de la jeunesse révolutionnaire de la Seine, malgré le but louable de cette lettre, renferme un certain nombre d'idées inexactes, qui, dans leur développement, peuvent conduire à de sérieuses erreurs. Prévenir les jeunes camarades contre ces erreurs est le vrai devoir d'un marxiste.

Pivert lui-même accuse nos amis de commettre une grande « erreur psychologique », en prenant le nom de bolchéviks-léninistes. Puisque le « bolchévisme initial », selon Pivert, niait la structure démocratique du parti, l'égalité (?) pour toutes les tendances, etc., par leur nom même les bolchéviks-léninistes donnent à la bureaucratie du Parti une arme contre eux-mêmes. En d'autres termes : l'« erreur psychologique » consiste en une adaptation insuffisante à la psychologie de... la bureaucratie du Parti.

Ce jugement de Pivert représente une « erreur psychologique ».

## Parmi de nombreuses voix de solidarité...

La C. E. de la section de Drancy, dans sa séance du 6 août condamne l'exclusion des camarades jeunes ayant une position révolutionnaire ne plaisant pas à la majorité des organismes supérieurs du Parti, exclusion non motivée.

Déclare qu'elle sera toujours solidaire de tous les groupements ou tendances s'affirmant résolument révolutionnaires.

Quelle sera toujours solidaire d'une action tendant à conduire le prolétariat à la lutte de classe vraiment révolutionnaire.

La section socialiste S. F. I. O. de Limeil-Brevannes émue par l'atmosphère dans laquelle se sont déroulés les débats de la Conférence des J. S. à Lille et par les exclusions inégalement prononcées par une majorité d'un tiers des délégués :

Enregistre les décisions de la C. E. de la Fédération de la Seine et de la C. A. P., et leur caractère transactionnel.

Estime pourtant : 1° Qu'on ne peut laisser la C. N. des J. S. prononcer en quelques minutes l'exclusion des treize militants de l'Entente des J. S. de la Seine (militants révolutionnaires actifs et méritants), alors qu'il a fallu des mois pour exclure des traîtres avérés du genre Fernand Bouisson, Frossard, Flancette, Laffont, Marquet et autres « néos ».

2° Que les jeunes travailleurs, membres des J. S., sont exploités comme les adultes et qu'ils doivent pouvoir se prononcer sur la tactique du Parti, sur sa ligne révolutionnaire, son attitude en cas de guerre et sur les problèmes de l'auto-défense et de la prise du pouvoir.

3° Que la démocratie intérieure est ignorée par la C. N. M. de la Fédération des J. S. La représentation des Jeunes au nouveau C. N. M. est anti-statutaire.

En conclusion : La section demande une certaine autonomie pour le mouvement J. S. sa représentation aux Congrès du Parti. En attendant la section fera adhérer directement au Parti, les jeunes travailleurs d'au moins 18 ans, qu'elle pourra recruter (comme elle l'a fait jusqu'à présent).

Non, sous aucun prétexte, même le prétexte d'agression, par conséquent, le Parti ne doit se prêter à propager l'acceptation de guerre. Si c'est là le véritable mobile de votre exclusion, qu'on le dise franchement, ouvertement. Nous en tirerons, nous, adultes, qui avons conservé à nos discussions de tendances le caractère de courtoisie, de fraternité même que nous ne regrettons pas, nous en tirerons les conséquences inévitables. Nous comprendrons qu'il faudra lutter autrement qu'à fleuret moucheté contre des adversaires de tendances qui veulent nous chasser en dehors de la communauté socialiste, avant peut-être d'entraîner le prolétariat dans un nouveau 1914... Et si ce n'est pas cette question, qu'est-ce au fond que votre exclusion ? Et si ce n'est pas ce problème dramatique alors tout le reste à une bien médiocre importance et pourvu que vous souligniez votre volonté de servir le Parti, avec vos méthodes et vos préférences doctrinales, certes, mais en le développant comme vous l'avez fait dans la Seine, votre réintégration doit être rapide.

Enfin, je ne crois pas que l'on puisse soutenir sérieusement que votre position ou votre action « anti-unitaire » ou responsable du « confusionalisme intolérable » au sein de l'organisation. Mais, en tous cas, il y a un acte d'arbitraire inqualifiable à juger que tel ou tel responsable doit être exclu. S'il s'agit d'une ligne politique, c'est tous ceux qui vous ont mandaté et fait confiance qu'il faut frapper (et c'est supposer qu'ils auraient bien peu de confiance de l'imaginer qu'ils vont vous abandonner !). S'il s'agit de faits précis, de propagande contraire aux intérêts du Parti, alors c'est une commission des conflits qui doit étudier un dossier sérieux et statuer.

En résumé, rien ne justifie une mesure aussi grave de conséquences. Dans la mesure où vous pourriez tenir compte de mes suggestions, faites appel, restez bien groupés, exclus ou non. Le Parti doit être consulté. C'est lui en dernière analyse qui doit remettre les choses en place ou les aggraver. Faites-lui confiance ! Fraternellement vôtre,

leur politique » très sérieuse, et même une série d'erreurs. Il n'est pas vrai que le « bolchévisme initial » niait la structure démocratique du parti. J'avance l'affirmation absolument contraire : il n'y a pas eu et il n'y a pas de parti plus démocratique que celui de Lénine. Ce parti s'était formé par en bas. Il dépendait seulement des ouvriers avancés. Il ne connaissait pas la dictature cachée, masquée, mais d'autant plus néfaste, des « amis » bourgeois du prolétariat, des parlementaires carriéristes, des maires affairistes, des journalistes de salons, de toute cette confrérie parasitaire, qui permet à la base du Parti de parler « librement », « démocratiquement », mais se maintient elle-même avec ténacité à l'appareil et, en fin de compte, fait tout ce qu'elle veut. Ce genre de « démocratie » dans le parti n'est rien d'autre qu'une copie de l'état démocratique bourgeois, qui lui aussi permet au peuple de parler « librement », mais laisse le pouvoir réel à une poignée de capitalistes. Pivert commet une très grande erreur politique en idéalisant et en embellissant la « démocratie » hypocrite et mensongère de la S.F.I.O., qui en fait freine et paralyse l'éducation révolutionnaire des ouvriers, en étouffant leur voix par le cheur des conseillers municipaux, des parlementaires, etc., qui sont imprégnés jusqu'à la moelle d'intérêts petits-bourgeois égoïstes et de préjugés réactionnaires. La tâche du révolutionnaire, même si la marche du développement le contraint à travailler dans la même organisation que les réformistes, ces exploités politiques du prolétariat, consiste non pas à prendre une attitude de protégé et à faire sienne à l'égard des agents de la bourgeoisie une amitié mensongère, mais à s'opposer en face des masses le plus clairement, le plus âprement, le plus implacablement possible, aux opportunistes, aux patriotes, aux « socialistes » absolument bourgeois. Ceux qui choisiront et qui trancheront seront en fin de compte non pas les Blum et les Zyromski, mais les masses, les millions d'exploités. C'est sur eux qu'il faut s'allier, c'est pour eux qu'il faut bâtir un parti. Le malheur de Pivert, c'est que jusqu'à maintenant il n'a pas rompu le cordon ombilical qui le relie au petit monde des Blum et des Zyromski. A chaque occasion nouvelle il regarde ses « amis » et leur tête avec inquiétude le poulx. C'est cette politique — fausse, illusoire, non-réaliste — qu'il réclame des bolchéviks-léninistes. Ils doivent, voyez-vous, renoncer à leur propre nom. Pourquoi ? Est-ce que ce nom effraie les ouvriers ? Au contraire. Si les soi-disant « communistes », malgré toutes les trahisons et tous les crimes qu'ils ont accomplis, retiennent sous leur drapeau une partie importante du prolétariat, c'est uniquement parce qu'ils se présentent aux masses comme les porteurs des traditions de la révolution d'Octobre. Les ouvriers ne craignent ni le bolchévisme ni le léninisme. Ils se demandent seulement (et ils font bien) : sont-ce les véritables bolchéviks ou des faux ? Le devoir des révolutionnaires prolétariens conséquents est non pas de renoncer au nom de bolchéviks, mais de montrer en fait aux masses leur bolchévisme, c'est-à-dire l'esprit de conséquence révolutionnaire et le dévouement absolu à la cause des opprimés.

Mais pourquoi donc — insiste Pivert — se coller sur le nombril une étiquette (?) au lieu de « suivre les enseignements qu'elle

comporte » ? Or, Pivert lui-même ne porte-t-il pas l'« étiquette » de socialiste ? Dans le domaine de la politique tout comme dans les autres domaines de l'activité humaine, il est impossible de procéder sans « étiquettes », c'est-à-dire sans dénominations et qualificatifs aussi précis que possible. Le nom de « socialiste » est non seulement insuffisant, mais absolument trompeur, car s'appellent « socialistes » en France tous ceux qui ont envie. Par leur nom les bolchéviks-léninistes disent à tous et à chacun que leur théorie, c'est le « marxisme » ; que c'est non pas le « marxisme » dénaturé et prostitué des réformistes (à la Paul Faure, J. Longuet, Séverac, etc.), mais le véritable marxisme restauré par Lénine et appliqué par lui aux questions fondamentales de l'époque de l'impérialisme ; qu'ils s'appuient sur l'expérience de la révolution d'Octobre, développée dans les décisions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste ; qu'ils sont solidaires avec le travail théorique et politique accompli par l'« opposition de gauche » de l'Internationale Communiste (1923-1932) ; enfin, qu'ils se tiennent sous le drapeau de la Quatrième Internationale. En politique, le « nom », c'est le « drapeau ». Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore.

Pivert proclame le droit de tout socialiste d'espérer en une meilleure Internationale — « avec ou sans changement de numéro ». — Cette ironie un peu déplacée sur le « numéro » (entièrement — hélas — dans l'esprit des philistins du S.A.P.) représente une erreur politique du même type que l'ironie sur l'« étiquette ». Politiquement la question se pose ainsi : le prolétariat mondial peut-il arriver à lutter avec succès contre la guerre, le fascisme, le capitalisme sous la direction des réformistes ou des stalinistes (c'est-à-dire de la diplomatie soviétique) ? Nous répondons : il ne le peut pas. La Seconde et la Troisième Internationale se sont épuisées et sont devenues des obstacles sur la voie révolutionnaire. Les « réformer » est impossible, car toute la composition de leur direction est radicalement hostile aux tâches et aux méthodes de la révolution prolétarienne. Celui qui n'a pas compris jusqu'au bout l'effondrement des deux Internationales, celui-là ne peut pas ne pas lever le drapeau de la nouvelle Internationale, « Avec ou sans changement de numéro » ? Cette phrase est privée de sens. Ce n'est pas par hasard que les trois anciennes Internationales se sont trouvées numérotées. Chaque « numéro » signifie une époque déterminée, un programme et des méthodes d'action. La nouvelle Internationale doit être non pas la somme de deux cadavres, comme le rêve le vieux social-patriote Zyromski, surpris dans sa reconnaissance inattendue de la « défense de l'U.R.S.S. », mais la « négation » vivante de ces cadavres et en même temps la « continuation » du travail historique accompli par les Internationales précédentes. En d'autres termes : il s'agit de la Quatrième Internationale. Le « numéro » signifie ici une perspective et un programme déterminés, c'est-à-dire un « drapeau ». Que les philistins ironisent là-dessus. Il ne faut pas les imiter.

L'aversion pour les « étiquettes » et les numéros en politique est aussi dangereuse que l'aversion pour les définitions précises en science. Dans un cas comme dans l'autre nous avons devant nous un symptôme infaillible de manque de clarté dans les idées elles-mêmes. Invoquer les « masses » ne sert dans de tels cas qu'à couvrir ses propres hésitations. L'ouvrier qui croit encore à Vandervelde ou à Staline, sans doute, sera adversaire de la Quatrième Internationale. L'ouvrier qui a compris que la Seconde et la Troisième Internationale sont mortes pour la cause de la révolution se mettra immédiatement sous notre drapeau. C'est précisément pourquoi il est criminel de cacher ce drapeau sous la table.

Pivert se trompe quand il pense que le bolchévisme est incompatible avec l'existence des fractions. Le principe de l'organisation bolchevik est le « centralisme démocratique, assuré par une complète liberté de critique et de groupement comme par une discipline de fer dans l'action. L'histoire de Parti bolchevik est en même temps l'histoire de la lutte interne des idées, des groupements et des fractions. Certes, au printemps 1920, au moment d'une terrible crise, de la famine, du froid, d'un mécontentement aigu des masses, le 10<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevik, qui comptait en ce temps 17 années d'existence, interdit les fractions, mais cette mesure fut jugée exceptionnelle, temporaire et fut appliquée par le Comité Central avec le plus grand degré de prudence et d'élasticité. Le véritable écrasement des fractions ne commença qu'avec la victoire de la bureaucratie sur l'avant-garde prolétarienne et aboutit rapidement à la mort virgule du Parti. La Quatrième Internationale, bien entendu, ne souffrira pas dans ses rangs de « monolithisme » mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la « démocratie révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne ». Les bolchéviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont complètement prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions véritablement révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et à renoncer à leur propre drapeau.

Marceau PIVERT.

L. TROTSKY.



# POUR LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

L'arrivée de Hitler au pouvoir, sans la moindre résistance de la part des deux « puissants » partis ouvriers, dont l'un s'appuyait d'ailleurs sur l'U.R.S.S., a définitivement dévoilé la pourriture intérieure de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. En août 1933, quatre organisations (Ligue des Communistes-Internationales, Parti Socialiste Révolutionnaire de Hollande, Parti Socialiste Indépendant de Hollande, Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne) formulèrent pour la première fois dans un document programmatique la nouvelle tâche historique : créer la IV<sup>e</sup> Internationale. Les événements, qui se sont écoulés depuis lors, ont irréfutablement confirmé qu'il n'y a pas d'autre voie.

## La Seconde Internationale a conduit le prolétariat de catastrophe en catastrophe

L'écrasement du prolétariat autrichien a montré que pour vaincre il ne suffit pas d'appeler au dernier moment, lorsque le parti est acculé dans une impasse, les masses désorientées et accablées par l'opportunisme à l'insurrection. Il faut préparer systématiquement la victoire par une politique révolutionnaire dans tous les domaines du mouvement ouvrier.

La même leçon découle inmanquablement de l'écrasement du prolétariat espagnol. Il est impossible en aucune condition, et d'autant plus pendant une révolution, de tourner le dos aux travailleurs pour faire bloc avec la bourgeoisie. Il est impossible d'attendre et de réclamer des masses trompées et déçues qu'elles prennent les armes à l'appel d'un parti en qui elles ont perdu confiance. La révolution prolétarienne ne peut pas s'improviser sur l'ordre d'une direction banqueroutière. Il faut préparer la révolution par une lutte de classe incessante et implacable, qui conquiert pour la direction la confiance indéfectible du parti, qui soude l'avant-garde à toute la classe et fasse du prolétariat le chef de tous les exploités de la ville et du village.

Après l'écrasement ignominieux de la principale section du réformisme, la social-démocratie allemande, pourrie de part en part, en Autriche et en Espagne c'est l'« aile gauche » de la Seconde Internationale qui fit faillite. Mais ces leçons terribles passent sans laisser de traces : les cadres dirigeants du réformisme dans les partis et dans les syndicats sont dégénérés jusque dans la moelle des os, liés à la bourgeoisie par des intérêts matériels et des conceptions patriotiques et absolument incapables de se mettre sur la voie de la lutte de classe.

Les partis de la Seconde Internationale s'accrochent fort bien de ce que leur président belge, au premier signe du capital financier, s'est joint aux affairistes catholiques et libéraux pour sauver les banques sur le dos des masses travailleuses. Vandervelde fut suivi par la critique prétentieuse de Marx, le créateur du « Plan », de Man ; le centriste de « gauche » Spaak n'a pas tardé à trahir l'opposition socialiste pour une livrée de ministre.

Le parti Socialiste français malgré les leçons et les avertissements, continue à s'accrocher en vain à la bourgeoisie « républicaine » et met plus d'effort dans l'amitié avec les radicaux que dans la force révolutionnaire du prolétariat. En Hollande, en Scandinavie, en Suisse, dans tous les pays, dans toutes les parties du monde, la social-démocratie, malgré la putréfaction du capitalisme, continue à rester l'agent de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et révèle son incapacité totale à mobiliser les masses même pour sa propre défense contre le fascisme.

Si les succès électoraux du Labour Party l'amènent de nouveau au pouvoir, le résultat sera non pas la transformation socialiste de la classe ouvrière des U.S.A., en exploitant les possibilités données par la démagogie du « plan » de Roosevelt, trouvent sur leur chemin dans le mouvement ouvrier des forces profondément conservatrices et bourgeoises. Quant au parti stalinien, il est lié par les déclarations solennelles de Litvinoff qui, en récompense de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par l'impérialisme yankee, renia publiquement les communistes américains. Il est corrompu par une dizaine d'années de politiciannerie sans principes et par des expériences avec des partis qui, ni par leur composition, ni par leurs programmes ne devaient être des partis prolétariens (Parti paysan et ouvrier), et il se borne, selon les ordres de Moscou, au rôle d'un mouvement d'intellectuels d'allure radicale qui ne veut agir, aux Etats-Unis aussi, que comme auxiliaire de la diplomatie stalinienne. Mais la crise profonde du capitalisme américain réveille de larges couches d'ouvriers de ce pays de leur sommeil semi-provincial, chasse peu à peu les illusions bourgeoises et petites bourgeoises, pousse le prolétariat vers des actions de classe de grande envergure (grèves de Toledo, Minneapolis, San-Francisco) et crée pour un parti révolutionnaire marxiste conscient de ses buts la possibilité de gagner une influence large et profonde sur le développement et le rassemblement de la classe

## Lettre ouverte à toutes les organisations et groupements révolutionnaires prolétariens

ouvrière américaine. C'est pourquoi le rôle historique qui incombe à la IV<sup>e</sup> Internationale et à sa section américaine, non seulement dans les deux continents américains, mais encore à l'échelle mondiale, est particulièrement important, tout comme l'ébranlement de l'impérialisme américain est d'une importance extrême pour le prolétariat mondial.

## La Troisième Internationale est morte pour la révolution sociale

Pendant ce temps, la III<sup>e</sup> Internationale n'a fait que ruiner les derniers restes d'influence et d'autorité qu'elle avait acquises dans les cinq premières années de son existence. En Autriche et en Espagne, l'Internationale Communiste, malgré des conditions exceptionnellement favorables, non seulement s'est trouvée incapable de créer une organisation tant soit peu influente, mais a systématiquement compromis aux yeux des ouvriers l'idée même du parti révolutionnaire. Le plébiscite de la Sarre a montré que le prolétariat a perdu toute confiance non seulement dans la social-démocratie, mais aussi dans le Parti Communiste, qui a capitulé s'honteusement devant Hitler. En Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Scandinavie, dans les deux Amériques et en Orient les sections de l'Internationale Communiste, accablées par douze années de politique néfaste, ne sont pas capables de sortir du néant.

Certes, après la catastrophe allemande, l'Internationale Communiste a substitué à la politique aventuriste de la « troisième période » la politique capitalard du front unique à tout prix. Pourtant l'expérience de la France, où le nouveau tournant a pris le développement le plus étendu, montre que dans toutes ses contradictions et ses zig-zags l'Internationale Communiste fait tout pour rester le frein de la révolution prolétarienne. En repoussant la création de la milice ouvrière en face du danger fasciste immédiat et en remplaçant la lutte pour le pouvoir par un programme de revendications partielles et par le soutien parlementaire, l'Internationale Communiste devient la pépinière des pires illusions du réformisme et du pacifisme, soutient en fait l'aile droite du Parti Socialiste contre la gauche, démolit l'avant-garde prolétarienne et fraie la voie à un coup d'Etat fasciste.

Enfin, la souche de l'Internationale Communiste, le Parti Communiste de l'U.R.S.S., a été définitivement écorchée dans ces dernières années par une bureaucratie incontrôlée, qui a transformé la dictature du prolétariat en l'absolutisme conservateur de Staline. A l'aide de poursuites, de falsifications, d'amalgames et de répressions sanglantes, la clique dirigeante s'efforce d'étouffer dans l'œuf toute manifestation de la pensée marxiste. Nulle part au monde le véritable léninisme n'est persécuté avec une rigueur aussi brutale qu'en U.R.S.S.

La dernière piroquette opportuniste de l'Internationale Communiste est étroitement liée au tournant de la politique extérieure des Soviets vers la Société des Nations et l'alliance militaire avec l'impérialisme français. La bureaucratie dirigeante de l'U.R.S.S. est définitivement arrivée à la conclusion que l'Internationale Communiste est incapable d'apporter la moindre aide dans la lutte contre le danger de guerre et qu'en même temps elle gêne le travail de la diplomatie soviétique. La dépendance humiliante, véritablement servile de l'Internationale Communiste vis à vis des sommets soviétiques apparaît d'une façon particulièrement nette en ce qui concerne la toute récente déclaration de Staline, approuvant la défense nationale de l'impérialisme français.

C'est par l'intermédiaire d'un ministre impérialiste que le chef de l'Internationale Communiste s'est prononcé, ordonnant au Parti Communiste français de conclure maintenant la trêve patriotique avec la bourgeoisie française. Ainsi la III<sup>e</sup> Internationale, qui n'a pas tenu de congrès depuis presque sept années, se trouve officiellement passée de la position internationaliste sur celle du social-patriotisme le plus plat et le plus servile.

Que le 7<sup>e</sup> Congrès, sans cesse renvoyé, se tienne ou non, la III<sup>e</sup> Internationale n'en sera pas ressuscitée. La déclaration de Staline à Laval est bien son acte de décès.

Entre temps, les forces destructives du capitalisme impérialiste continuent leur travail infernal. La décomposition de l'économie mondiale, le chômage de dizaines de millions d'hommes, la ruine des paysans mettent impérieusement à l'ordre du jour la tâche de la révolution socialiste. Les travailleurs sont aigris, irrités, cherchent une issue. La prostration, l'écrasement, la putréfaction de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales laissent le prolétariat sans direction révolutionnaire et poussent les masses petites bourgeoises dans la voie du désespoir. Les chefs banqueroutiers tentent de rejeter la responsabilité de

la victoire du fascisme sur la « passivité » du prolétariat : ainsi la trahison politique se complète d'une calomnie.

Se débattant dans l'état de contradictions sans issue, le capitalisme prépare un nouveau carnage des peuples. Ministres et diplomates délibèrent ouvertement pour savoir si la guerre éclatera dans un an ou dans trois ans. Tous les gouvernements, à qui mieux mieux, préparent les moyens les plus destructifs et ainsi rapprochent de tous côtés l'explosion, qui peut être incomparablement plus terrible que la guerre de 1914-18.

Les chefs des partis soi-disant ouvriers et des syndicats glorifient les avantages de la paix, bavardent sur le « désarmement », exhortent leurs gouvernements à s'entendre entre eux, sollicitent l'espoir des masses dans le travail de la Société des Nations et, en même temps, ils jurent fidélité à la cause de la domination bourgeoise avec ses guerres inévitables.

La diplomatie soviétique, sous le couvert du « Front Unique » et même de l'« Unité organique », prépare, derrière le dos des ouvriers conscients, l'Union Sacrée des sections des deux Internationales avec les bourgeoisies qui se trouvent en alliance militaire avec l'Etat soviétique. Ainsi, l'explosion de la nouvelle guerre doit conduire à une nouvelle trahison qui éclipsera le 4 août 1914.

## A une nouvelle époque il faut une nouvelle Internationale

La situation humiliante et désespérée des deux anciennes Internationales est suffisamment caractérisée par le fait que le président de l'une est devenu l'humble ministre de son roi et que le maître réel de l'autre utilise l'organisation prolétarienne mondiale comme monnaie d'échange dans les transactions diplomatiques. Quelles que soient les manœuvres unitaires des deux bureaucraties également dépravées, ce ne sont pas elles qui créeront l'unité du prolétariat et qui ouvriront la voie du débouché. Sont condamnés par avance les efforts des centristes de concilier l'inconciliable et, en recollant les morceaux, de sauver ce qui est voué à la porte. A une nouvelle époque il faut une nouvelle Internationale. La première condition du succès dans cette voie est une étroite soudure nationale et internationale des véritables révolutionnaires prolétariens, les disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun.

Il serait funeste d'essayer d'établir un itinéraire unique pour tous les pays. Selon les conditions nationales, selon les degrés de décomposition des anciennes organisations ouvrières, enfin selon l'état de leurs propres forces au moment donné, les marxistes (les socialistes révolutionnaires, les internationalistes, les bolchéviks-léninistes) peuvent apparaître, tantôt en tant qu'organisations indépendantes, tantôt en tant que fractions de l'un des anciens partis ou syndicats. Evidemment, à n'importe quel moment et sur n'importe quelle arène, ce travail fractionnel n'est jamais qu'une étape vers la création de nouveaux partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, partis qui peuvent naître soit par le regroupement des éléments révolutionnaires des anciennes organisations, soit par l'action de formations indépendantes. Mais sur quelque arène et par quelque méthode qu'ils agissent, ils sont tenus de se présenter avec tous leurs principes et avec de clairs mots d'ordre révolutionnaires. Ils ne jouent pas à cache-cache avec la classe ouvrière, ils ne dissimulent pas leurs buts, ils ne remplacent pas la lutte principale par la diplomatie et les combinaisons. Toujours et dans toutes les conditions les marxistes expriment ouvertement ce qui est.

A l'intérieur des partis et des syndicats réformistes apparaissent et se renforcent des groupements oppositionnels. Certains d'entre eux prennent le caractère d'organisations indépendantes. Dans les sections de l'Internationale Communiste, l'opposition, par suite d'un régime de baigne, a un caractère plus sourd et plus caché, mais elle se développe là aussi. Même en U.R.S.S. la nécessité d'épurations et de répressions toujours nouvelles témoignent du fait que la bureaucratie n'arrive pas à déraciner l'esprit de critique marxiste qui lui est odieux.

## La véritable unité ne peut être assurée que sur une base révolutionnaire

Les dispositions et les tendances oppositionnelles ont actuellement un caractère éminemment centriste, c'est-à-dire intermédiaire entre le social-patriotisme et la révolution. Dans les conditions de l'écrasement et de la décomposition des organisations de masse traditionnelles, le centrisme représente dans beaucoup de cas un stade transitoire inévitable, même pour les groupements ouvriers progressifs. Des marxistes doivent savoir aborder tous les courants pour accélérer par l'exemple et la propagande leur passage sur la voie révolutionnaire. Dans cette

voie, la condition du succès est de critiquer implacablement la direction centriste, de dénoncer les tentatives de recréer une Internationale 2 1/2, d'expliquer inlassablement que les tâches révolutionnaires de notre époque condamnent par avance les unifications hybrides et confuses à une faillite honteuse.

Le mot d'ordre de l'« unité » de toutes les organisations ouvrières, indépendamment de leur programme et de leur tactique, est actuellement propagé avec zèle par les centristes et est savamment exploitée par les réformistes les plus perspicaces qui craignent avec raison d'être jetés par-dessus bord. Les centristes substituent souvent à l'idée de la nouvelle Internationale l'idée de la fusion des deux Internationales anciennes. En fait, l'unité avec les réformistes et les social-patriotes, de formation social-démocrate ou staliniste, signifie en fin de compte l'unité avec la bourgeoisie nationale et, par conséquent, la scission inévitable du prolétariat mondial et par suite aussi national, surtout en cas de guerre. La véritable unité de l'Internationale et de ses sections nationales ne peut être assurée que sur une base révolutionnaire marxiste qui, à son tour, ne peut être créée que par la rupture avec les social-patriotes. Se taire sur les conditions principales et les garanties de l'unité prolétarienne, c'est faire chorus avec les illusions largement répandues, c'est tromper les ouvriers et préparer de nouvelles catastrophes.

## A une nouvelle époque il faut une nouvelle Internationale

La situation humiliante et désespérée des deux anciennes Internationales est suffisamment caractérisée par le fait que le président de l'une est devenu l'humble ministre de son roi et que le maître réel de l'autre utilise l'organisation prolétarienne mondiale comme monnaie d'échange dans les transactions diplomatiques. Quelles que soient les manœuvres unitaires des deux bureaucraties également dépravées, ce ne sont pas elles qui créeront l'unité du prolétariat et qui ouvriront la voie du débouché. Sont condamnés par avance les efforts des centristes de concilier l'inconciliable et, en recollant les morceaux, de sauver ce qui est voué à la porte. A une nouvelle époque il faut une nouvelle Internationale. La première condition du succès dans cette voie est une étroite soudure nationale et internationale des véritables révolutionnaires prolétariens, les disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun.

Il serait funeste d'essayer d'établir un itinéraire unique pour tous les pays. Selon les conditions nationales, selon les degrés de décomposition des anciennes organisations ouvrières, enfin selon l'état de leurs propres forces au moment donné, les marxistes (les socialistes révolutionnaires, les internationalistes, les bolchéviks-léninistes) peuvent apparaître, tantôt en tant qu'organisations indépendantes, tantôt en tant que fractions de l'un des anciens partis ou syndicats. Evidemment, à n'importe quel moment et sur n'importe quelle arène, ce travail fractionnel n'est jamais qu'une étape vers la création de nouveaux partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, partis qui peuvent naître soit par le regroupement des éléments révolutionnaires des anciennes organisations, soit par l'action de formations indépendantes. Mais sur quelque arène et par quelque méthode qu'ils agissent, ils sont tenus de se présenter avec tous leurs principes et avec de clairs mots d'ordre révolutionnaires. Ils ne jouent pas à cache-cache avec la classe ouvrière, ils ne dissimulent pas leurs buts, ils ne remplacent pas la lutte principale par la diplomatie et les combinaisons. Toujours et dans toutes les conditions les marxistes expriment ouvertement ce qui est.

## La lutte contre la guerre, c'est la préparation de la révolution

Le danger de guerre, qui est une question de vie ou de mort pour les masses populaires, constitue un grand examen pour tous les groupements et tendances de la classe ouvrière : la « lutte pour la paix », la « lutte contre la guerre », la « guerre à la guerre », tous ces mots d'ordre représentent des phrases creuses et mensongères, si elles ne s'accompagnent pas de la propagande et de l'application des méthodes révolutionnaires de lutte. Le renversement de la bourgeoisie est le seul moyen d'en finir avec la guerre. L'insurrection armée est le seul moyen de renverser la bourgeoisie. Contre le mensonge réactionnaire de la « défense nationale », il faut lancer le mot d'ordre de l'anéantissement révolutionnaire de l'état national. A la

maison de tous de l'Europe capitaliste, il faut opposer le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme étape vers les Etats-Unis du Monde.

Les marxistes rejettent implacablement les mots d'ordre pacifistes de « désarmement », « d'arbitrage », « d'accord des peuples » (c'est-à-dire des gouvernements capitalistes), etc., comme un opium qui sert à tromper les masses populaires. Les combinaisons des organisations ouvrières avec les pacifistes petits-bourgeois (comité Amsterdam-Pleyel et autres entreprises semblables) rendent le meilleur service à l'impérialisme, en détournant l'attention de la classe ouvrière de la réalité avec ses âpres luttes pour la porter vers des parades impuissantes.

La lutte contre la guerre et l'impérialisme ne peut être l'affaire de quelques « comités spéciaux ». La lutte contre la guerre, c'est la préparation de la révolution, c'est-à-dire l'affaire des partis ouvriers et de l'Internationale. Les marxistes posent cette tâche devant l'avant-garde prolétarienne sans la masquer. Au mot d'ordre débilitant de « désarmement » ils opposent les mots d'ordre de la conquête de l'armée et de l'armement ouvrier. C'est ici que passe une des plus importantes lignes de démarcation entre le marxisme et le centrisme. Celui qui n'ose pas nommer à haute voix les tâches révolutionnaires, celui-là n'aura jamais le courage de les résoudre.

## La Quatrième Internationale se dresse sur les épaules de ses devancières

Dans l'année et demie qui s'est écoulée depuis la publication du premier programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, la lutte pour ses principes et ses idées n'a pas cessé un seul jour : le nombre de sections et groupes révolutionnaires nationaux s'est accru ; certains d'entre eux ont étendu leurs rangs et leur influence, d'autres ont atteint une plus grande homogénéité et une plus grande cohésion, des organisations proches se sont unifiées (Hollande, Etats-Unis) ; un certain nombre de documents programmatiques et tactiques ont été élaborés. Tout ce travail ira, sans aucun doute, beaucoup mieux, quand il sera accordé et unifié à l'échelle mondiale sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le danger de guerre qui s'avance ne permet pas de repousser ces tâches d'un seul jour.

Il faut construire sur de nouvelles bases de nouveaux partis et une nouvelle Internationale : telle est la clé pour résoudre toutes les autres tâches. A quel rythme et à quel délai s'accomplira la nouvelle édification révolutionnaire, cela dépend, bien entendu, de la marche générale de la lutte des classes, des victoires et des défaites futures du prolétariat. Mais les marxistes ne sont pas des fatalistes. Ils ne rejettent pas sur le « processus historique » les tâches que le processus historique leur donne à eux-mêmes. L'initiative d'une minorité consciente, un programme scientifique, une agitation hardie et inlassable, au nom de buts clairement formulés, une critique impitoyable de toute ambiguïté, tel est l'un des plus importants facteurs de la victoire du prolétariat. Sans parti révolutionnaire soudé et trempé, la révolution socialiste est inconcevable.

Les conditions sont dures, les obstacles sont grands, les tâches gigantesques ; mais il n'y a aucune raison d'être pessimiste, de perdre courage. Malgré toutes les défaites du prolétariat, la situation de l'ennemi de classe reste sans espoir. Le capitalisme est condamné. C'est seulement dans la révolution socialiste qu'est le salut de l'humanité.

La succession même des Internationales a sa logique interne qui coïncide avec la montée historique du prolétariat. La I<sup>re</sup> Internationale lança le programme scientifique de la révolution prolétarienne, mais tomba victime de l'absence d'une base de masse. La II<sup>e</sup> Internationale fit sortir des ténébères, éduqua et rassembla des millions d'ouvriers, mais à l'heure décisive se trouva trahie par la bureaucratie parlementaire et syndicale, dépravée par le capitalisme florissant. La III<sup>e</sup> Internationale donna pour la première fois l'exemple d'une révolution prolétarienne victorieuse, mais se trouva broyée entre la bureaucratie de l'Etat soviétique et la bureaucratie réformiste de l'Occident. A présent, dans les conditions de l'écrasement capitaliste définitif, la IV<sup>e</sup> Internationale, montant sur les épaules de ses devancières, riche de l'expérience de leurs défaites, rassemblera les travailleurs de l'Occident et de l'Orient pour l'offensive victorieuse contre la forteresse du capital mondial.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (Hollande).  
Parti Ouvrier des Etats-Unis.  
Parti Ouvrier du Canada.  
Groupe Bolchévik-Léniniste de la S.F.I.O. (France).  
Secrétariat International de la Ligue des Communistes - Internationalistes (Bolchéviks-Léninistes).

Le Gérant : Maria CRAIPEAU

Imp. du Commerce et des Postes  
12 Rue Notre-Dame-de-Nazareth  
PARIS